

Extrait du El Correo

<https://elcorreo.eu.org/L-ALBA-s-elargit-et-monte-en-puissance>

L'ALBA s'élargit et monte en puissance

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - ALBA -

Date de mise en ligne : jeudi 16 février 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'événement n'a été commenté dans aucun grand média, et on comprend pourquoi : au moment où l'Union européenne (UE) du traité de Lisbonne - celle de la « concurrence libre et non faussée » et de l'indépendance de la Banque centrale -, s'enfonce dans la discorde, la récession et, en Grèce, dans le chaos social, il aurait été mal venu de faire savoir qu'un autre type de construction interétatique régionale était possible... Cet événement, c'est le 11ème Sommet de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) qui s'est tenu à Caracas les 4 et 5 février.

L'ALBA, créée en 2004 par Cuba et le Venezuela, devenue ALBA/TCP (Traité de commerce des peuples) à l'initiative du président bolivien Evo Morales, comprend actuellement 8 Etats : trois d'Amérique du Sud (la Bolivie, l'Equateur et le Venezuela), un d'Amérique centrale (le Nicaragua) et quatre de la Caraïbe (Cuba, Antigua-et-Barbuda, La Dominique et Saint-Vincent-et-les-Grenadines, ces trois derniers de langue anglaise). Le Honduras qui en faisait partie, en a été retiré par le gouvernement issu du coup d'Etat de 2009 contre le président Manuel Zelaya.

Parmi les conclusions du Sommet de Caracas, la plus spectaculaire est sans doute la perspective d'adhésion de trois nouveaux membres : le micro-Etat caraïbe Sainte-Lucie (anglophone), le Surinam (néerlandophone) et Haïti, ce qui porterait le nombre total à 11. Techniquement, pour l'instant, Sainte-Lucie et le Surinam auront le statut d'invités spéciaux, et Haïti celui d'invité permanent, après avoir été observateur depuis 2007. Ces distinctions diplomatiques ne feront pas obstacle à leur participation pleine et entière aux programmes de l'Alliance. Dans l'immédiat, Haïti (représenté au Sommet par son président, Michel Martelly, a signé un ambitieux accord-cadre bilatéral de coopération avec le Venezuela.

L'ALBA-TCP est ainsi en train de se constituer en acteur régional significatif, susceptible d'accueillir une nouvelle vague de membres dans les années à venir. La création de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) en 2008 et celle de la Communauté des Etats latino-américains et caraïbes (CELAC) en décembre 2011 - excluant toutes deux les Etats-Unis et le Canada - témoignaient déjà de la volonté partagée des dirigeants de l'Hémisphère de tourner définitivement la page de deux siècles de tutelle impériale et de faire entendre leur voix propre dans un monde devenu multipolaire. Sur les 12 membres de l'UNASUR, 4 sont membres (ou invité spécial pour le Surinam) de l'ALBA-TCP. Sur les 32 membres de la CELAC, 11 sont déjà membres ou futurs membres (Haïti, Sainte-Lucie et Surinam) de l'Alliance. Dans les deux cas, il s'agit d'une minorité, mais d'une minorité de plus en plus cohérente et soudée.

Bien qu'il soit le premier bailleur de fonds, le Venezuela adopte un profil modeste au sein de l'ALBA. Toute attitude de « grande puissance » financière serait en effet en totale contradiction avec les principes mêmes de l'Alliance. Et Hugo Chavez est le premier à rappeler que Cuba (avec Fidel puis Raul Castro), la Bolivie d'Evo Morales et l'Equateur de Rafael Correa sont chacun porteur d'une expérience d'émancipation spécifique et ont apporté leur contribution originale à la construction de l'ALBA : le TCP pour Morales, le dispositif de monnaie commune virtuelle du SUCRE pour Correa, etc. Leurs paroles s'additionnent et n'ont pas besoin d'« éléments de langage » concertés pour aller dans la même direction. Témoignage symbolique de l'égalité de statut entre « grands » et « petits » Etats : le prochain Sommet aura lieu en août prochain à La Dominique, petit Etat caraïbe de langue anglaise.

Les membres de l'ALBA-TCP se comportent comme un élément moteur au sein des ensembles plus diversifiés idéologiquement que sont l'UNASUR et la CELAC. Ils ont intérêt à y élargir leur influence collective sans pour autant faire bande à part et nuire à ces structures globales qu'ils ont par ailleurs activement contribué à mettre en place. L'unité latino-américaine est prioritaire pour eux, dans la mesure où elle constitue un bouclier contre les tentatives de

déstabilisation par les Etats-Unis. Ces tentatives vont certainement se multiplier au Venezuela dans la perspective de l'élection présidentielle du 7 octobre prochain, pour laquelle les sondages donnent actuellement Hugo Chavez gagnant haut la main. Ce qui doit sérieusement préoccuper Washington...

L'ALBA-TCP prend à la lettre la référence, dans son intitulé, à « notre Amérique », formule du héros de l'indépendance de Cuba, José Martí. D'où des prises de position sur des thèmes « américains » au sens large. Ainsi le Sommet de Caracas a approuvé une déclaration sur Porto-Rico, rappelant que « la cause de son indépendance est une affaire qui concerne toute la région de l'Amérique latine et de la Caraïbe et ses forums de consultation, en particulier la CELAC ». Une autre déclaration, qui reprend celle déjà faite par les membres du Mercosur, a « réaffirmé son plus ferme soutien à la légitime revendication de la République argentine à son droit à la souveraineté sur les Iles Malouines et Géorgie du Sud-et-les îles Sandwich du Sud, ainsi que sur les espaces maritimes qui les entourent ».

Ce soutien à Buenos Aires dans son conflit sur les Malouines avec le Royaume-Uni, ne pouvait que faciliter la signature, par le ministre des affaires étrangères argentin, Hector Timerman, présent au Sommet, d'un Acte d'engagement entre son pays et l'ALBA-TCP en tant que telle. Il prévoit des activités d'assistance technique, de formation et de transferts de technologie à décider conjointement.

Mais les deux déclarations les plus importantes du Sommet sont sans doute celle portant création d'un Conseil de défense et, surtout, celle sur la constitution d'un espace économique commun. L'UNASUR s'est déjà dotée d'un Conseil de défense au sein duquel les ministres et les chefs d'état-major concernés se réunissent pour discuter des questions de sécurité régionale sans la présence des représentants du Pentagone. Alors, pourquoi pas l'ALBA ? C'est ce qu'a probablement pensé Evo Morales qui a proposé et fait adopter par le Sommet la création d'un Conseil de défense de l'Alliance. Il sera chargé, entre autres, d'élaborer une doctrine militaire commune aux Etats membres et des dispositifs de formation évacuant le traditionnel endoctrinement des forces armées de l'Hémisphère par les écoles militaires et les conseillers américains.

L'accord pour la constitution de l'espace économique de l'ALBA-TCP (ECOALBA-TCP) est sans conteste le document le plus ambitieux issu du Sommet de Caracas car il a une portée qui dépasse le cadre de l'Amérique latine. Il se lit comme un réquisitoire contre les traités de libre-échange en général et, pour un Européen, comme un manifeste contraire aux principes régissant l'UE dans la mesure où il subordonne l'économie et le commerce à des finalités politiques, sociales, écologiques et culturelles. On citera seulement ici quelques éléments d'un texte de 20 pages qui mérite d'être lu intégralement [\[1\]](#).

Dans le préambule, l'objectif assigné à l'ECOALBA est « la distribution équitable des richesses et l'encouragement à des formes de propriété populaires, coopératives et sociales des moyens de production ». L'intégration n'est pas contradictoire avec des politiques nationales volontaristes : « Tous les pays peuvent s'industrialiser et diversifier leur production par une croissance intégrale de leur économie. Nous rejetons la prémisse « exporter ou mourir » et remettons en cause un modèle de développement fondé sur des enclaves exportatrices » (article 2.4). Est reconnu le droit, « pour des pays moins développés, d'augmenter leurs droits de douane pour protéger leurs industries naissantes, ou lorsqu'ils l'estiment nécessaire pour leur développement interne et le bien-être de leur population » (article 2.11). On n'en finirait pas de relever toutes les ruptures que contient cet Accord avec les règles de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale. Sans parler de celles de l'UE, déjà citée...

Certes il faudra du temps avant que les échanges intra-ALBA (hors hydrocarbures) atteignent une masse critique suffisante, dans le volume global des échanges commerciaux des Etats membres, pour que les principes de l'ECOALBA trouvent leur pleine application. D'ores et déjà, la Banque de l'ALBA va voir ses moyens renforcés, chaque pays membre y déposant 1 % de ses réserves de change, ce qui représente 300 millions de dollars pour le seul Venezuela.

L'ALBA s'élargit et monte en puissance

Le cadre est en place et il devrait faire l'objet d'une étude attentive dans tous les partis et mouvements sociaux - où qu'ils soient dans le monde - à la recherche de constructions inter-étatiques alternatives au modèle libre-échangiste. Non plus théoriques, mais réellement existantes !

[Medelu](#). Paris, 13 février 2012.

[1] Texte intégral de l'Accord en espagnol : [« Acuerdo para la constitución del espacio economico del ALBA-TCP »](#)